



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Conférence de presse virtuelle
de Bruno Le Maire, Maroš Šefčovič et Thierry Breton
à l'issue de la réunion de l'alliance européenne des batteries**

**Intervention de Bruno Le Maire,
ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance**

Bercy

Vendredi 12 mars 2021



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bonjour à tous,

Je voudrais d'abord remercier mes amis Thierry, Maroš et Peter, pour le travail formidable que nous avons fait ensemble. Je crois que c'est vraiment l'illustration de ce que peut donner l'Europe à son meilleur, quand elle a un cap stratégique, une volonté, et des hommes et des femmes décidés à mettre en œuvre cette volonté commune.

Je voudrais juste rappeler, comme l'a fait Maros, que nous vendons de plus en plus de véhicules électriques.

En France, la part de marché des véhicules électriques neufs est passée de 1,3% à 6% en l'espace de quelques mois. Il serait absurde de produire des véhicules électriques en Europe et de ne pas être capable de produire les batteries électriques qui représentent une part très importante de la valeur de ces véhicules ailleurs qu'en Europe. C'est cela l'intuition stratégique qui a été celle de Thierry, de Maroš, de Peter et de moi-même.

Je crois que cette alliance des batteries électriques est au croisement des trois grands défis européens des dix prochaines années. C'est pour cela que cet engagement politique a autant d'importance aux yeux de la France.

Le premier défi, il est technologique : nous devons maîtriser nos propres technologies, y compris les technologies de rupture. C'est vrai sur les batteries électriques, c'est vrai sur l'hydrogène – nous sommes aussi totalement engagés – sur les composants électroniques et sur l'espace. C'est le plus grand défi européen des dix prochaines années : maîtriser nos propres technologies.

Le deuxième défi, il est décisif tout de suite : c'est l'investissement. L'Europe doit investir, investir, investir. C'est comme cela qu'elle restera au niveau de la Chine et des États-Unis comme un des grands continents économiques du monde du XXI^{ème} siècle.

Enfin le troisième défi, c'est l'indépendance. Nous devons être indépendants et je crois que ce qui s'est passé par exemple avec les composants électroniques nous a suffisamment montré qu'être dépendants des fournisseurs étrangers était une faute politique et une faute économique.

Voilà pourquoi cette alliance des batteries a, à mes yeux, une valeur toute particulière ; elle est au croisement du défi technologique, du défi de l'investissement et du défi de l'indépendance politique.

À partir de là, ce que je constate aussi, il faut le redire, c'est que quand nous avons lancé cette alliance et ces projets de batteries électriques, tout le monde nous a dit que cela ne servait à rien, comme toujours. Les défaitistes sont arrivés, tous ceux qui disent que c'est trop tard, que la bataille est déjà perdue. Les seules batailles que nous perdons sont celles que nous ne livrons pas.

Je crois que, sur les batteries comme d'autres technologies, contrairement à ce que tout le monde peut raconter de manière un peu pavlovienne, l'Europe a sa carte à jouer. Elle a la possibilité de bâtir son indépendance technologique.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

L'alliance des batteries, Maros l'a rappelé, c'est 20 milliards d'euros d'investissements au total, qui financent 63 projets dans 12 États membres. C'est massif, c'est très concret. Ces chiffres sont un peu vertigineux mais ce qui est très concret, c'est l'usine pilote de Nersac, inaugurée par le président de la République il y a quelques mois ; c'est l'usine de batterie électrique qui va être construite à Douvrin, dans le nord de la France, dans un grand territoire industriel. Nous allons maintenir la culture industrielle française et européenne grâce à ces innovations technologiques et à ces investissements.

Il reste trois défis sur lesquels je veux insister. Nous avons très bien démarré. L'alliance des batteries électriques a été un modèle d'efficacité, de rapidité. Mais il faut poursuivre au même rythme sur les trois défis qui ont été rappelés par Maros et Thierry.

Le premier, c'est que si nous voulons être véritablement indépendants et autonomes, il est indispensable d'avoir un approvisionnement en produits essentiels et un approvisionnement en matières premières qui soient sécurisés. Sur le lithium, le graphite, le nickel, nous devons pouvoir être indépendants et ne plus dépendre de l'Asie.

Nous devons également développer les capacités de raffinage de ces matières premières en Europe, pour moi, c'est le premier défi. Il est absolument essentiel que nous soyons indépendants sur les technologies, mais aussi sur les matières premières et sur le raffinage de ces matières premières. La France souhaite que le PIIEC – celui-ci et pas un prochain PIIEC – qu'avec ce projet important d'intérêt collectif européen, nous puissions financer des capacités de raffinage de matières premières pour les batteries électriques.

Le deuxième défi, tout aussi important, c'est la formation.

Je propose que nous réfléchissions à une formation au niveau européen qui devrait permettre de transformer les qualifications et permettre à des ouvriers, des salariés qui travaillaient sur le thermique de pouvoir se former sur les batteries électriques, les véhicules électriques, acquérir de nouvelles qualifications pour ces véhicules qui vont prendre une place de plus en plus importante sur le marché.

Notre objectif est de former et reconverter 800 000 salariés d'ici 2025 sur la chaîne de valeur des véhicules électriques. Je le dis, pour avoir dû annoncer il y a quelques jours que l'usine *Bosch* à Rodez qui fait des injecteurs pour les moteurs diesel, allait réduire ses emplois à 500 salariés. C'est un choc pour la région et la ville de Rodez, même si le site de Bosch est préservé. Je crois que c'est une de ces illustrations de la nécessité d'accompagner le mieux possible les salariés dans de nouvelles qualifications.

Enfin, le troisième défi, je voudrais vraiment insister dessus parce qu'il est aussi au cœur de ce qu'est la stratégie européenne de décarbonation de notre industrie. Cela ne sert à rien de décarboner notre industrie si nous sommes obligés de réimporter des produits carbonés en Europe. Tous les efforts qu'on aura faits sur notre territoire, nous risquons de les perdre par les importations.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Il est donc indispensable – et vraiment je compte sur la Commission européenne là-dessus – avec le président de la République, nous insistons sur ce point, c'est qu'il y ait un règlement sur les batteries avec une norme commune sur le caractère durable des batteries électriques. Nous souhaitons que cette nouvelle réglementation soit mise en place dès 2022. Je sais que je peux compter sur la Commission européenne et sur Maroš, qui est très engagé dans ce domaine.

Si nous voulons vraiment réussir dans la durée, il faut qu'il y ait des normes de durabilité des batteries électriques, pour que les efforts que nous faisons en Europe pour avoir des batteries durables, ne soient pas ruinés par l'importation de batteries moins durables et moins chères. C'est un élément absolument clef de notre stratégie industrielle commune et je souhaite une fois encore que cette réglementation soit en place dès 2022.

Merci à tous, à Maros, Thierry et Peter pour son engagement. Une fois encore, cela fait plaisir de voir à quel point l'Europe, quand elle veut, peut réaliser de grandes choses.